

Entrevues citoyennes du 03/05/2017

La Jeune Chambre Economique de Tours, mouvement international de jeunes de 18 à 40 qui oeuvrent au développement de la cité, a organisé en partenariat avec Info-Tours et RCF le 03/05 un échange de questions-réponses avec les représentants des deux partis engagés au second tour de la présidentielle : Stanislas DE LA RUFFIE pour le Front National, et par ailleurs conseiller régional, et Daniel LABARONNE pour En Marche, Maire de Bléré. Durant 30 minutes, chaque participant a été interrogé sur des questions d'actualités qui ont été posées par les citoyens, via un formulaire disponible sur le site de la Jeune Chambre Economique de Tours.

Quelles ambitions/ engagements votre candidat prévoit-t-il pour la jeunesse ?

Daniel LABARONNE (En Marche) : S'agissant de la jeunesse, les deux problématiques identifiées sont la formation et le chômage. Sur la formation, Emmanuel MACRON veut mettre l'accent sur la formation continue, la formation professionnelle, le préapprentissage, les licences en alternances et les filières professionnelles car dans une économie il faut que le capital humain soit valorisé et on ne peut le valoriser qu'à travers la formation. Et s'agissant de l'emploi, qui préoccupe beaucoup la jeunesse, Emmanuel MACRON souhaite remettre au travail beaucoup de jeunes à travers un ensemble de dispositifs.

Stanislas DE LA RUFFIE (Front National) : Marine LE PEN a une idée qui lui est chère, c'est de revaloriser le travail manuel qui depuis des années, des décennies, a été totalement délaissé au titre des professions dites intellectuelles. Par ailleurs pour nos jeunes diplômés, qui arrivent sur le marché du travail, il y a une mesure phare du programme de Marine LE PEN qui est la création d'un dispositif « premier emploi » qui exonère pendant un an l'employeur de toute charge concernant l'embauche d'un jeune de moins de 21ans.

Quelle vision de la laïcité pour votre candidat ?

S DLR : Marine LE PEN s'est montrée depuis plusieurs années comme une ardente défenseuse de la laïcité, notamment dans les lieux publics. La laïcité, c'est une notion qui est la suivante c'est à dire que la religion est dans la sphère privée et elle n'a pas vocation à pénétrer dans l'enceinte publique. C'est une application normale, stricte, sans excès du principe qui émane de la loi de 1905.

DL : Emmanuel MACRON considère que la laïcité est un pilier de notre pacte républicain, il y a la séparation de l'église et de l'état, et il considère que tout ce qui relève du religieux relève des choix personnels et de l'intime et il ne doit y avoir aucun ostracisme, aucune entrave, à cette liberté de croire ou de ne pas croire sur le plan personnel ou individuel. Effectivement cette liberté de croire ne convient pas à imposer des dogmes religieux, qui iraient à l'encontre des lois de la république, et de ce point de vue Emmanuel MACRON reste ferme puisqu'il considère que tout ce qui portera atteinte aux lois de la république, il le condamnera de la manière la plus forte possible et il fera respecter cette disposition de la séparation de l'église et de l'Etat et qui est le fondement de notre principe républicain.

Quelle est la position de votre candidat sur la sécurité des Français et sur la lutte contre le terrorisme ?

DL : La question du terrorisme a une dimension internationale et une dimension nationale. S'agissant de la dimension internationale, Emmanuel MACRON a dit très clairement qu'il fallait faire la guerre à tous les mouvements islamistes, Daesh en particulier, et pour cela réunir la coalition la plus large pour combattre les islamistes. Faudrait-t-il sans doute qu'il y ait un mandat de l'ONU pour pouvoir intervenir sur le terrain et éradiquer ces mouvements islamistes radicaux. Sur le plan intérieur, Emmanuel MACRON a été très clair en disant qu'il fallait réhabiliter ce qui a été supprimé il y a quelques années à savoir les Renseignements Généraux, il fallait remettre une police de proximité, il fallait renforcer les services de renseignements, il fallait peut-être mieux les coordonner, il fallait qu'il y ait une autorité unique qui gère les questions liées au terrorisme et éviter d'avoir des organes séparés sous commandement différent et bien au contraire d'avoir des dispositifs rassemblés sous un même commandement et d'avoir une sécurité beaucoup plus efficace sur le plan intérieur.

SDLR : Vaste programme que de parler de cette plaie qu'est le terrorisme, il est difficile de faire le tour de la question en quelques secondes, Marine LE PEN se pose bien évidemment en rempart contre le terrorisme puisqu'elle propose d'interdire et de dissoudre l'ensemble des organisations qui ont un lien avec les fondamentalistes religieux et je pense notamment à l'UOIF (*Union des Organisations Islamiques de France ndr*). Elle propose également de fermer les mosquées recensées comme extrémistes par le ministère de l'intérieur, il faut également donner plus de moyens à nos services de l'ordre, police et armées, et être ferme sur la question des frontières. Vous savez d'ailleurs qu'il y a une réelle différence sur ce point avec Emmanuel MACRON puisqu'une des premières mesures que prendra probablement Marine LE PEN si elle arrive au pouvoir sera de sortir la France de l'espace Schengen pour pouvoir être maîtres de nos frontières et éviter d'avoir des frontières passoires qui permettent à un certain nombre de réfugiés de pénétrer sur notre territoire. Il faut enfin une réponse ferme sur le plan de la justice : les dernier attentat qui a frappé notre pays il y a quelques semaines (*un policier tué et plusieurs de ses collègues blessés sur les champs Elysées à Paris ndr*) en est un exemple saisissant puisque son auteur a eu à maintes reprises affaire à la justice française et j'ai cru comprendre qu'il a pu commettre cet acte abominable alors même qu'il était sous contrôle judiciaire et que celui-ci aurait du être révoqué ce qui aurait permis de le garder sous les verrous et d'éviter ce drame.

La réforme de l'impôt sur le revenu entrera en vigueur en 2018 (prélèvement à la source), qu'ont prévu vos candidats en matière fiscale ?

SDLR : Marine LE PEN considère que cette réforme est un gadget, qu'elle ne sert à rien et qu'elle alourdit la complexité du travail à fournir pour les chefs d'entreprises et là c'est le chef d'entreprise qui vous parle (*Stanislas DE LA RUFFIE est également avocat ndr*) puisque ce que n'auront plus à faire les salariés lors de leur déclaration de revenus sera transférés aux chefs d'entreprises, notamment dans les TPE et PME ce qui va malheureusement alourdir leurs tâches administratives qui sont déjà importantes. Au delà de ce gadget, Marine LE PEN propose de réduire le taux d'imposition des 3 premières tranches de l'impôt sur le revenu et pour le reste il s'agit d'un statut quo.

S'agissant de l'impôt sur les sociétés, Marine LE PEN propose une réduction sensible du taux intermédiaire pour le ramener à 24 %

DL : Emmanuel MACRON considère que le prélèvement à la source doit être engagé et faire ensuite l'objet d'une évaluation, pour voir les problèmes que cela peut entraîner notamment pour les TPE et PME mais si l'on veut faire des économies dans la fonction publique il va bien falloir mettre en place des dispositifs modernes et efficaces via internet qui permettent de réduire un certain nombre de fonctionnaires notamment dans les finances publiques. Je rappelle que sur ce point, nous aurons 500 000 fonctionnaires qui partiront à la retraite et Emmanuel MACRON propose que 120 000 de plus ne soient pas reconduits. D'une façon plus générale concernant la fiscalité, il propose de ramener le taux de l'impôt sur les sociétés de 33,33 % à 25 %, ce qui correspondrait au taux moyens pratiqués dans les autres pays européens, de retirer du calcul de l'ISF les investissements dans les sociétés, en ne gardant que la partie patrimoniale. S'agissant de l'impôt sur le revenu du capital, Emmanuel MACRON propose un taux moyen de 30 %. Je rappelle qu'une des positions phare de son programme est la suppression de la taxe d'habitation que la plupart des ménages paient dans nos communes.

Quel doit-être le rôle de la France dans la construction de l'Europe ?

SDLR : Marine LE PEN souhaite renégocier tous les traités qui nous lient à l'Union Européenne. Elle n'est pas, comme le prétendent des caricatures, anti-Européenne mais elle souhaite que la France retrouve sa souveraineté en matière législative, économique, territoriale et dans ce sens il est indispensable de renégocier un certain nombre de traités qui nous lient depuis des décennies à cette Union Européenne. Marine LE PEN est la défenseure de l'Europe des nations, L'Europe des patries et elle combat ce fédéralisme vers lequel nous tendons inexorablement et qui nous empêche toute réelle liberté et souveraineté nationale

DL : Emmanuel MACRON est sans doutes le candidat qui est le plus pro-Européen, j'ai participé à un certain nombre de ses meetings et nous avons considérés que l'Europe n'état pas le problème. L'Europe c'est la solution de notre point de vue et c'est intéressant car cela montre qu'il y a un réel clivage sur ce débat entre 2 approches et nous considérons que l'Europe c'est la paix, le nationalisme c'est la guerre. Sur le plan économique, l'Europe et l'Euro nous ont protégés de la crise financière à la suite du dérèglement financier des marchés américains. L'Europe est une construction qui est sans doutes à améliorer et nous pensons que dans le cadre de la zone Euro il faille avoir un budget européen qui soit en capacité d'investir dans les industries de l'avenir. Sans doute faut-t-il avoir des harmonisations au niveau social, notamment en ce qui concerne les travailleurs détachés. Nous considérons que à travers égal dans deux pays, les salariés doivent avoir le même salaire. Sans doutes faut-t-il une harmonisation au niveau fiscal, c'est la raison pour laquelle Emmanuel MACRON proposer de rapprocher le taux de l'impôt sur le société des moyennes européennes en le fixant à 25%, et une protection de nos entreprises, en réservant aux entreprises européennes un certain nombre de marchés notamment les entreprises qui réalisent plus de 50% de leur production sur le continent européen. Je rajouterai qu'au niveau des accords de Schengen, Emmanuel Macron est favorable à un renforcement des frontières extérieures de l'UE et propose le déploiement de 5 000 gardes frontières européens.

L'arrêt de la production d'électricité à partir du nucléaire est-il un enjeu économique ou idéologique ?

D L : Emmanuel MACRON considère que la production d'électricité par l'énergie nucléaire ne doit pas dépasser 50% de la production totale d'électricité en France. C'est à la fois un enjeu économique, écologique et environnemental. Je rappelle qu'Emmanuel MACRON propose d'engager 15 milliards d'euros dans la transition énergétique.

S DLR : Je suis convaincu, de par mon expérience de conseiller régionale, que le problème du nucléaire est avant tout idéologique puisqu'un certain nombre de nos concitoyens font une obstruction systématique et voient le mal partout dès lors que l'on parle du nucléaire. Concernant l'environnement, Marine LE PEN a un programme très détaillé. Elle est pour le maintien du nucléaire, ce qui n'empêche pas d'investir massivement dans les énergies renouvelables, notamment en matière de solaire et du biogaz. Il faut également améliorer la recherche, notamment dans la filière de l'hydrogène qui selon les experts est une véritable source d'énergie. Les efforts doivent également être portés sur l'amélioration de l'isolation de l'habitat, Marine LE PEN souhaite en faire une priorité nationale, car la meilleure façon de rendre l'énergie moins chère c'est celle que l'on ne consomme pas. Il faut également améliorer les systèmes de circuits courts, car je pense qu'agriculture et écologie sont liés, et garantir la protection des animaux et le bien être animal, pas uniquement en intervenant sur la questions des abattoirs mais aussi les fermes usines comme la ferme des 1 000 vaches qui constituent de véritables dangers pour notre environnement.

Quelle est la position de votre candidat sur le cumul des mandats politiques mais aussi sociaux (syndicats, CHSCT...) ?

SDLR : S'agissant du cumul de mandats politiques, la loi qui a été adoptée il y a quelques mois est cohérente puisqu'elle interdit le cumul de certains mandats et permet le renouvellement de la vie politique française, à ce titre je me considère comme un non-professionnel de la politique et j'estime qu'il est nécessaire de faire entrer en politique des personnes issues de la société civile et d'éviter une professionnalisation de la vie politique. S'agissant des mandats sociaux, je crois qu'il est indispensable d'en finir avec les monopoles syndicaux que nous connaissons actuellement et qui verrouillent totalement le monde associatif et le monde syndical.

DL : Pas de remise en cause de la loi sur le cumul des mandats politiques. S'agissant des mandats sociaux, Emmanuel MCRON a une position très claire qui consiste à dire, il faut enrichir, développer le dialogue social et s'agissant de la loi travail, qui sera un des premiers chantiers, il y a l'idée de faire jouer ce dialogue social au niveau des branches et des entreprises pour trouver des solutions à l'organisation du travail et au temps de travail avec des partenaires sociaux mieux formés, mieux qualifiés et qui seront de vrais interlocuteurs, à la fois des syndicats professionnels et patronaux mais aussi auprès des différents représentants des collectivités et administrations publiques.

En guise de mot de la fin, quel message souhaitez-vous faire passer aux personnes qui nous lisent ?

DL : J'appelle tous les électeurs à un sursaut citoyen, j'entends beaucoup que de nombreuses personnes hésitent à voter blanc ou à s'abstenir, ce qui pour ma part correspond à donner une voix à Marine LE PEN. Par ailleurs, je crois que le projet d'Emmanuel MACRON qui consiste à vouloir libérer l'économie et protéger les individus est un projet équilibré et est en capacité de répondre aux enjeux d'une France qui doit être forte dans une Europe ambitieuse.

SDLR : je crois que le deuxième tour de cette élection présidentielle est un véritable tournant de notre histoire, jamais un deuxième tour n'aura été décisif pour l'avenir de la France. Les choses sont claires, soit les Français prennent leur destin en main en votant Marine LE PEN, soit ils prennent 5 ans de plus avec les mêmes qui nous ont gouverné depuis 20 ans avec les résultats que l'on connaît.

Merci à Stanislas DE LA RUFFIE (Front National) et Daniel LABARONNE (En Marche) d'avoir accepté de répondre à nos questions.

Retrouvez le second débat des entrevues citoyennes le 31 mai avec les candidats aux législatives sur la 1^{ère} circonscription d'Indre-et-Loire, Animé par Arnaud ROY en public et en direct sur RCF. Vous pouvez poser vos questions aux candidats depuis le site internet de la Jeune Chambre Economique de Tours : www.jcetours.org